



AVENANT N°2 AU CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE

Les documents de référence

Cet avenant, qui sera annexé au Contrat de ville du Pays de Grasse, s'appuie sur plusieurs documents de référence et notamment :

- La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La Loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 ;
- Le Pacte de Dijon « *Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons* », avril 2018 ;
- La circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers ;
- Le Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises (PaQte) ;
- Le rapport « *Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens* » de la Commission nationale du débat public (2018) ;
- L'évaluation conduite à mi-parcours du Contrat de Ville du Pays de Grasse (2019) ;
- Loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021.

Préambule

La politique de la ville est une politique dérogatoire de rééquilibrage des inégalités sociales dans une approche territorialisée (la géographie prioritaire) tentant de limiter « l'effet quartier ». Le contrat de ville constitue le document contractuel unique de référence de la politique de la ville et des politiques menées en faveur des quartiers prioritaires de l'ensemble des partenaires signataires.

Article 1 : Identification du contrat initial

Le Contrat de ville du Pays de Grasse a été signé le 15 décembre 2015 et a été complété en 2020, dans le cadre d'un précédent avenant, en intégrant les apports d'une évaluation à mi-parcours qui a permis de réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée associant les conseils citoyens et de décliner des mesures de mobilisation renforcées à destination des habitants des quartiers.

Article 2 : Objet de l'avenant

Conformément aux directives de la Loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021, la durée du Contrat de ville du Pays de Grasse et des mesures fiscales associées est prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 3 : Evaluation du Contrat de Ville

En 2023, l'évaluation définitive du Contrat de Ville devra vérifier si les actions réalisées sur la période 2015 à 2023 et réajuster les actions à consolider ainsi que les objectifs à poursuivre.

Document approuvé par le Conseil Citoyen



Les Signataires

| | |
|---|---|
| Pour l'Etat Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, délégué territorial de l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine, | Pour la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse Monsieur le Président, |
| Pour la Ville de Grasse, Monsieur le Maire, | Pour la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, Monsieur le Directeur Général, |